

Guinea

Sommeur, du 1^{er} septembre
Honorables délégués,
Membres et Mesdames.

I DID NOT
SPEAK

Mr le Président,

Nous voici pratiquement au terme de nos travaux. Cependant je tiens à assurer ma voix à celles des distingués délégués qui m'ont précédé pour vous féliciter de votre brillante élection à la présidence de notre Conférence et vous assurer de la pleine coopération de ma délégation qui reste persuadée que sous votre direction nous aboutirons à des résultats probants. Mes félicitations vont également aux membres du bureau, aux amis du Président, au Secrétariat et à l'ensemble de tous les organisateurs qui n'ont rien ménagé pour assurer à nos travaux le succès escompté.

Monsieur, le Président,

Honorables délégués,

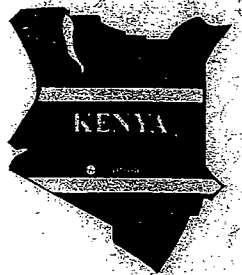
Mon pays, la République de Guinée, située à l'ouest de l'Afrique et dans une sous-région agitée par des guerres fratricides a pleuré la conscience du danger qui représentent les mines antipersonnel.

C'est pourquoi, elle fait siennes les dispositions contenues dans ce qui a été appelé la "Position Africaine" et adoptée à la 2^e conférence des experts Africains tenue à Addis Abéba. Ce document traduit fondamentalement l'aspiration avérée du Continent Africain à celle de faire de notre monde, un monde exempt de mine, ce qui ne l'oublions pas est le thème principal de notre conférence.

Monsieur, le Président,

Cette rencontre au sommet constitue aux yeux de millions de victimes de mines et de familles éprouvées un immense espoir, celui de voir leur cause soutenue par la Communauté internationale. Devons nous le leur offrir? La République de Guinée pour sa part et en collaboration étroite avec l'ensemble des acteurs impliqués qui sont les états, les institutions internationales, les ONG, est prête à donner le meilleur d'elle-même afin d'atteindre au plus vite l'objectif visé, celui de mettre fin aux souffrances causées par les mines.

C'est pourquoi des mesures hardies doivent être prises au cours de cette conférence et leur mise en application ne doit souffrir d'aucune entorse. Ceci suppose une volonté politique et un engagement de tous les intervenants. Cette volonté commune d'agir, pensons nous ne fera pas défaut à ce jour par la rapidité avec laquelle notre Convention est entrée en vigueur et par le nombre sans cesse croissant de ratifications.



à la
convention

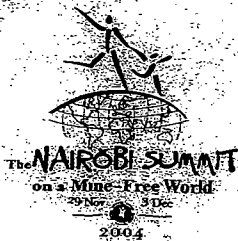
Nous profitons de l'occasion pour saluer et souhaiter la bienvenue à l'Éthiopie qui vient d'intégrer la famille des États parties à la Convention. Et nous lançons un appel amical aux États non parties pour les exhorter à adhérer afin de l'universalisation complète de ce important instrument juridique qui offre à la Communauté internationale, en cadre de travail permettant de résoudre au mieux les immenses problèmes humanitaires causés par les mines antipersonnel.

Jeune
d'Espoir

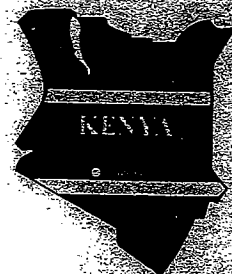
Conscient de l'usage mon pays partie à la Convention depuis 1998 ^{est} satisfaire ses obligations au titre de l'art. 8 et compte faire de même dans un avenir très proche en ce qui concerne les dispositions de l'article 9 de la Convention.

Monsieur, le Président,

Le monde a aujourd'hui et fort heureusement une forte conscience de la nature de la menace que font peser les mines sur la sécurité et la vie d'innocentes personnes. Et la Communauté internationale ne devrait épargner aucun effort pour que ce carnage cesse. Notre continent particulièrement affecté par ce fléau doit joindre ses efforts à ceux de toutes les bonnes volontés en vue de son éradication systématique - Il convient alors d'intensifier la coopération internationale afin de libérer le monde de la terreur causée par les mines. Et nous pensons que le plan d'action 2002-2009 et toutes les décisions pertinentes qui sont adoptées constitueront pour nos pays une plate-forme opérationnelle pour l'application organisée et accélérée de la Convention. Et dans le cadre de la recherche de solutions pratiques, ma délégation soutient comme beaucoup d'autres délégations l'idée d'organiser des réunions régionales et de toutes dispositions tendant à l'éradication rapide de ce fléau.



III



Enfin, M^{le} Président, ^{permettez-moi} de remercier tous les intervenants, Etats, organisations internationales, ONG, bailleurs de fonds dont l'action a facilité la tenue de cette 1^{re} Conférence d'examen de la Convention d'OTTAWA. Nos remerciements vont également aux autorités du KENYA, un pays ami pour l'accueil et l'hospitalité dont ma délégation a été l'objet.

Enfin, M^{le} Président,
Je puis vous assurer que ma délégation portera avec elle les expériences des uns et des autres et en fera bon usage pour les rencontres ultérieures.

Je vous remercie pour votre aimable attention.